

# La Lettre de L'UNION DES PAYS DE LA LOIRE

LETTRE D'INFORMATION DU GROUPE UNION DES PAYS DE LA LOIRE DU CONSEIL REGIONAL

Lundi 15 septembre 2008

LE DOSSIER : RENTREE

Education : un budget en baisse

Revue de détail d'un bilan très critique

Formations de santé : la région doit mieux s'impliquer

EN BREF

Quand la région ne refuse rien...à ses proches !

Le développement durable... de nos impôts.

LIENS VERS

[La lettre de juin](#)

[La lettre de juillet](#)

INFOS LEGALES

Groupe UPL  
Région Pays de la Loire  
44966 Nantes cedex 9.  
tél. 02 28 20 61 10

Contactez nous  
>> cliquez ici <<  
[groupe.upl@paysdelaloire.fr](mailto:groupe.upl@paysdelaloire.fr)



\*en euros constants

**Euros constants** : on corrige les montants en tenant compte de l'inflation qui est de 6,9% entre 2004 et 2008

**Euros courants** : données sans correction de l'inflation.

## A LA UNE C'EST LA RENTREE



Le Président de la région opère à marche forcée sa traditionnelle tournée de rentrée des lycées pour s'envoler promptement vers la Chine certainement plus souriante. Du long monologue qu'il assène à ses interlocuteurs, je retire son autosatisfaction à reprendre à son compte les actions que nous avons engagées. Ceci est le cas dans de nombreux domaines, sauf justement en matière d'éducation.

Car depuis 4 ans, la gauche a mené, concernant l'éducation, une politique de destruction de nos actions et des efforts sans précédent engagés sans discontinuer depuis 1986 sous les présidences d'Olivier Guichard, François Fillon et la mienne.

Contrairement à ce qu'ils espèrent nous faire croire, les socialistes n'ont pas développé le budget régional de l'éducation : il a même baissé de 10,6% depuis 2004\*.

La Gauche a privilégié les actions d'autopromotion et clientélistes. Mais au détriment de l'exercice des compétences propres que lui confie la Loi. Et ce jusqu'à fragiliser le patrimoine public et à ralentir de 2004 à 2007 le rythme d'équipement des lycées.

Elle s'en est aussi prise aux procédures, démantelant des services efficaces et augmentant les coûts. Peut être en vertu du principe que rien de ce qui vient de la Droite n'est bon à conserver.

On vous fera remarquer que personne dans les lycées ne se plaint officiellement. Mais dès que la discrétion est possible, les critiques pleuvent : absence de moyens, mépris, menaces voilées sur les contestataires, et même, regrets de l'équipe précédente et de son volontarisme en faveur des lycées.

Pour rattraper les retards accumulés et éviter les dégradations du patrimoine, nous referons de l'éducation la priorité de notre prochaine campagne, parce que c'est le meilleur investissement que nous puissions faire pour nos enfants et donc pour notre Région.

Jean-Luc Harousseau - Président du groupe



### Budget 2004, budget 2008, l'intéressante comparaison !

L'éducation a toujours été le fer de lance de la communication revendicative de la Gauche. Deux proviseurs nous faisaient d'ailleurs remarquer récemment, qu'il ne se passe pas de semaine sans que les lycées ne reçoivent brochures, dépliantes..., faisant la propagande de l'action de la Région.

Au delà de ces cascades d'annonces tonitruantes de la gauche, il nous a paru intéressant de se confronter à la réalité et de comparer la situation budgétaire de 2004, dernier budget voté par la Droite à celui de 2008.

### La vérité des chiffres

Alors que le budget annuel global de la Région a progressé de +56,85% passant de 794,85 millions d'euros en 2004 à 1,247 milliards en 2008 (hors nouvelles compétences), nous voyons celui consacré à l'éducation baisser de 3,7% en euros courants et 10,6% en euros constants.

Ce dossier préparé avec mes collègues de la commission éducation nous montre qu'à l'exception des actions socio-éducatives, toutes les lignes budgétaires progressent moins que l'inflation et que certaines sont en franche diminution.

Tous les chiffres repris ici sont tirés de documents publics votés ou établis par la Région.

Ceci est d'autant plus marquant que, dans le même temps et à l'inverse des idées reçues, les dotations de l'Etat ont, elles, progressées au-delà de l'inflation : + 8,27% pour la dotation d'équipements scolaires par exemple.

**C'est bien un désengagement de la Région et non pas de l'Etat que nous constatons contrairement à ce que la Gauche nous rabâche en permanence.**

**La vérité est sans appel : en quatre ans d'exercice du pouvoir régional, la gauche a handicapé les lycées de la région de l'équivalent de plus de 100 millions d'euros soit l'équivalent d'une année budgétaire en investissements, tant sur les travaux que sur les équipements. Ce dossier vous en fait la démonstration.**

## LE DOSSIER BUDGET REGIONAL D'EDUCATION EN BAISSSE : REVUE DE DETAIL



### Les dépenses de fonctionnement

**S'**agissant des dotations attribuées aux établissements pour leur **fonctionnement courant** (électricité, chauffage, papier,...), l'évolution est légèrement inférieure à l'inflation avec +6,68% mais bien plus faible que la hausse de l'énergie. Les lycées tant publics que privés, n'ont pas vu leur « pouvoir d'achat » s'améliorer ces quatre dernières années. La fin d'année 2008 devrait être difficile pour les établissements dont le budget a été gelé malgré la hausse des coûts de l'énergie.

### Les investissements dans les lycées publics

**C'**est ici que réside le principal scandale de la gestion socialiste.

**A**près 18 ans de beaux discours d'opposants sur la nécessité d'investir davantage dans les lycées publics (en restreignant bien évidemment les aides au privé), trouvant toujours que l'on n'en faisait pas assez, y compris dans les années 90 quand l'éducation pesait pour 40% du budget régional, il est cocasse et consternant de constater aujourd'hui ce qu'est devenu ce budget.

**V**oici les budgets affectés aux travaux dans les bâtiments des lycées entre 2004 et 2008 et ce qu'ils auraient dû être avec l'actualisation :

Construction et rénovation de lycées (en millions d'euros)	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Ce qu'a été le budget :	86,92	62,63	64,93	63,59	68,52
Ce qu'il aurait dû être à minima :	86,92	88,22	89,55	90,89	92,25

**E**n pourcentage, la baisse est de 21,17% en euros courants, soit 26,26% en euros constants.

**E**t si l'on tient compte de la hausse du coût de la construction (indice BTP-01) **le budget en matière de construction et rénovation de bâtiments dans les lycées a baissé de 34,84% !**

**Soit un total additionné de 101,24 Millions d'euros : plus d'une année de budget en quatre ans !**

**C'**est plus du tiers de l'effort en moins que la Région consacre à l'entretien, la maintenance et la rénovation de son patrimoine.

**D**ans quel état la majorité qui sortira des urnes en 2010 trouvera-t-elle les lycées ?

### Les lycées privés

**L**es lycées privés sont encore moins bien traités que le public. Cela n'étonnera personne lorsqu'on se souvient que la gauche, dans l'opposition, ne manquait pas une occasion pour stigmatiser l'action de la Région sur ce point.

**A**insi, après une relative stabilité les trois premières années du mandat, la ligne budgétaire qui regroupe travaux et équipements, régresse, en euros constants, de 33% en 2008.

**U**ne part faible de ces « économies » s'est trouvée transférée sur les actions pseudo-éducatives et sociales, notamment la gratuité des manuels scolaires. Ce serait un effort réel si la gauche n'avait pas en contrepartie gelé l'équipement informatique.

#### **L'équipement informatique des lycées de la région victime de la Gauche**

**N**ous étions placés en tête des Régions pour le taux d'élèves par ordinateurs: 4 ! Résultat d'un effort sans précédent démarré en 1998. Mais cet effort a été stoppé net en 2005 !

Programme pluriannuel d'informatisation des lycées publics	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008
Ce qu'il a été : (en millions €)	24	19,9	19	27,3	23,8
Ce qu'il aurait dû être à minima :	24	24,4	24,6	25,2	25,6

**L**e retard pris était devenu tellement criant que la Région a bien dû se résoudre (sous la pression ?) à inscrire, à partir de 2007 une somme plus en rapport avec les besoins, bien qu'insuffisante, compte-tenu de l'inflation, pour rattraper le retard.

**A**u total, ce sont environ 10 millions d'euros dont ont été privés les lycées publics. Concrètement le matériel est devenu vétuste, le nombre d'ordinateurs a stagné, les logiciels n'ont pas été assez modernisés et des laboratoires de langue n'ont pas été installés.

#### **Où en sommes-nous aujourd'hui en matière de sécurité?**

**N**ous avons laissé en 2004 des lycées en sécurité totale, sans aucun avis défavorable de commission de sécurité. Dès son arrivée au pouvoir, la Gauche a commencé par renvoyer le colonel de sapeurs-pompiers en charge, à la région, de la sécurité dans les lycées et depuis ne nous livre aucune information sur la situation en cours.

**O**n ne peut que regretter l'arrêt de la politique de rénovation programmée que nous menions depuis 1991 avec un succès salué même par notre opposition. Nous avons remis à l'état neuf 40 lycées, sans pour autant interrompre ni la construction de lycées nouveaux, là où ils se révélaient nécessaires, ni l'entretien et la maintenance de l'ensemble du patrimoine.

**A**ujourd'hui, l'examen attentif du programme pluriannuel d'investissement montre bien le changement d'envergure de la politique régionale car les projets de travaux qui y sont mentionnés relèvent davantage de la maintenance et de la petite rénovation.

**M**ais cette pratique de saupoudrage a un grand « avantage politicien » : elle permet de donner un peu à chacun, même si c'est au détriment de la rationalité et de l'efficacité.

**R**appelons qu'une étude de la Cour des Comptes datant du début des années 2000, avait montré que nous avons, grâce aux procédures mises en place et à notre modèle original d'organisation, le coût au m<sup>2</sup> de travaux-rénovation le plus bas de France !

Marie-Christine PELLETIER - Conseillère Régionale UMP 49

Jean-Claude CHARTOIRE - Conseiller Régional UMP 85

Pierrette LEPRINCE - Conseillère Régionale UMP 72

Haut de page ↗

## **LE DOSSIER** FORMATIONS DE SANTE : LA REGION DOIT MIEUX S'IMPLIQUER



Les élus régionaux ont été récemment conviés dans une opération de communication (encore une !...), auprès des élus locaux.

Après un long monologue d'autosatisfaction du Président de la Région, peu de place a été laissée aux élus pour exprimer leurs interrogations. Cependant, au-delà de l'aspect propagandiste à moins de deux années des prochaines élections régionales, il est apparu que la problématique de la santé était un souci quotidien, en particulier pour les élus ruraux.

**Comment la Région, peut-elle contribuer à résoudre le lourd problème de la démographie des professions de santé et de leur répartition sur le territoire régional ? C'est une question « d'aménagement du territoire », et c'est bien cela la première compétence de la Région.**

A l'instar de ce que notre Région, depuis de nombreuses années et avant l'arrivée de la gauche au pouvoir, a fait pour le commerce et l'artisanat en milieu rural, il faut à présent inciter également les professions de santé à s'implanter dans nos petites villes. Les maisons pluridisciplinaires de santé pourraient être une piste à étudier.

**Mais il faut également que la Région s'implique pleinement dans sa nouvelle mission qui est d'accompagner les formations sanitaires.**

Rien de bien nouveau par rapport à ce que faisait l'Etat auparavant, hormis une mesure que nous avons d'ailleurs préconisée, la gratuité des formations de niveau V. Il reste à affiner encore cette politique régionale de formation sanitaire (compréhension des mesures mises en place, mais aussi problèmes d'interrégionalité). **Et on a lu récemment dans la presse des courriers de lecteurs mécontents qui montrent que la gratuité n'est pas assurée pour ceux, peut-être trop scrupuleux, qui ne mettent en avant ni le chômage ni un cursus payé par leur employeur.**

La formation des médecins reste du domaine de l'Etat.

Désormais, la région a seule compétence pour former les professions paramédicales et n'assure la gratuité que de celles de niveau V : aides-soignants, auxiliaires de puériculture et ambulanciers.

La pénurie des professions para-médicales dont tout le monde reconnaît l'urgence à résoudre, est consécutive à deux phénomènes conjoints : le vieillissement de la population conduisant à un besoin accru et spécifique des besoins, et le vieillissement des professionnels.

**Ainsi d'ici à 2015, c'est 72% des infirmiers et aide soignants, employés dans la fonction publique hospitalière qu'il faudra remplacer.**

Si la détermination des quotas régionaux reste de la compétence de l'Etat, il ne faut pas attendre sans réagir pour avoir un véritable diagnostic partagé entre l'Etat et la Région afin de déterminer les besoins. Et c'est bien à la Région de lancer un processus rapide et utilisable et non des études technocratiques qui finissent dans un fond de tiroir, pour agir, et inciter ainsi l'Etat à augmenter les quotas afin que la Région les répartissent au mieux sur le territoire. Elle devra certes en assumer le coût, mais n'est ce pas là une mesure de survie des espaces ruraux qui mérite de faire par ailleurs quelques économies sur des mesures inutiles ou superflues ?

Alors, au travail Mesdames et Messieurs de la majorité actuelle !

Philippe CHEVREUL - Conseiller Régional UMP 72

Jacques BELINE- Conseiller Régional UMP 49

Haut de page ↗

## EN BREF

### QUAND LA REGION NE REFUSE RIEN...A SES PROCHES



La salle d'activités de l'espace Loire a ouvert le 4 août : **sauna, salle d'agrès, tapis roulant, rameur, banc avec poids, bicyclette ergométrique** et autres équipements similaires. Mais aussi des douches, des vestiaires et des sanitaires.

Et encore **une seconde salle d'activités polyvalente de 62 m2** équipée de douches et de sanitaires (ouverture prévue en septembre), dont l'aménagement définitif ne sera proposé qu'après quelques mois d'utilisation.

Un nouveau club sportif ? Oui, mais très fermé : il ne sert qu'aux élus régionaux et aux fonctionnaires Nantais du Conseil Régional.

**Devinez qui a payé ? Hé oui, ce sont vos impôts !**

Pierre-Guy PERRIER - Conseiller Régional UMP 85

[Haut de page ↗](#)

## EN BREF

### LE DEVELOPPEMENT DURABLE....DE NOS IMPOTS



Après les assises régionales de 2005 (coût officiel : 592.000 €), après les 6 schémas de 2006 à 2008 (recherche, formation, tourisme, action économique, aménagement du territoire, transports) établis avec l'aide, bien sur payante, de sociétés de conseil, la gauche vient de lancer un nouveau cycle de coûteuses réunions au motif cette fois du développement durable.

En voici le coût et encore seulement la partie confiée à des prestataires :

- |                          |   |
|--------------------------|---|
| - Organisation :         | 120.000 à 300.000 €                       |
| - Accompagnement :       | 208.000 €                                 |
| - Communication :        | 478.000 € (maximum par bons de commandes) |
| - Evaluation citoyenne : | 109.000 €                                 |

**Total** **1.095.000 €**

Le développement durable, a maintenant plus besoin d'efficacité et d'actions que de réunions coûteuses et consommatrices d'énergies.

**A n'en pas douter, nos impôts s'en souviendront .... durablement !**

Patrice CHEREAU - Conseiller Régional MPF 44

[Haut de page ↗](#)

## **LIENS VERS**

[Nos tribunes dans les publications du conseil régional](#)

[Le site de l'UMP](#)

[UMP.net la fédération numérique](#)

[Le Mouvement pour la France](#)

Les lettres précédentes : [juin](#), [juillet](#)

Pour étendre la diffusion de cette lettre, merci de nous indiquer de [nouveaux destinataires](#)  
[vos commentaires et remarques cliquez ici](#)

[Haut de page ↗](#)

## **INFORMATIONS LEGALES**

En application de la loi Informatique et Libertés en date du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de modification et de suppression des données qui vous concernent.

Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un [courrier électronique](#) ou en envoyant un courrier à : groupe UPL région pays de la Loire 44966 Nantes cedex 9. téléphone 02 28 20 61 10.

[Haut de page ↗](#)